



## De Denis Scuto

La commémoration du trentenaire de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl m'a frappé en tant qu'historien. J'ai été surpris par le décalage entre le grand intérêt porté sur les conséquences de cet événement et le peu d'intérêt porté aux causes ou origines. Or, Tchernobyl marque pour moi, avec la chute du Mur de Berlin, la fin d'une période historique qui mériterait d'être davantage étudiée.

En 2004, Hartmut Kaelble, professeur d'histoire sociale à l'Université Humboldt de Berlin, auteur de „Vers une société européenne. Une histoire sociale de l'Europe (1880-1980)“, „Les chemins de la démocratie européenne“ et „Histoire sociale de l'Europe de 1945 à nos jours“, se demandait dans la revue *Vingtième Siècle* pourquoi les années 1970 et 1980 étaient encore si peu étudiées par les historiens, cette période d'entre-deux, d'„années grises“, entre l'époque spectaculaire des Trente Glorieuses et l'époque spectaculaire qui a suivi la chute du Mur de Berlin, entre un monde encore divisé en deux blocs hostiles et une Europe unie dans un monde multipolaire.

## Les années de l'„après-prospérité“

Cette période de 1973 à 1989 se prête à deux grandes interprétations qui se contredisent. Elle peut être vue comme une époque de déclin avec une longue liste d'indicateurs relevés par Kaelble: années de crise économique, de désindustrialisation, de croissance économique ralentie, de forte inflation et de chômage de masse, de précarité du travail, de stagnation des revenus, de déclin de la natalité, de déchéance des valeurs du travail, de la formation en crise dans les écoles et les universités surchargées, du délabrement des villes et de leurs banlieues, des conflits ethniques, de nouveaux dangers politiques comme le retour de la guerre froide, la corruption des élites, le désintérêt des citoyens pour la politique, la montée de l'extrême droite.

Mais Kaelble rappelle que ces années peuvent être interprétées également comme un retour à la normalité économique et sociale après des années de prospérité exceptionnelles, à un pragmatisme stabilisateur après des visions peu réalistes d'utopies capitalistes et communistes du bonheur sans fin. En même temps, Kaelble rappelle que d'autres utopies ont pris forme. Durant ces années 1970 et 1980, la remise en cause du conformisme, la mutation des valeurs symbolisée par mai 1968 a continué et s'est accentuée: transformation profonde des valeurs de la famille et du mariage, de l'éducation, de la sexualité, mais aussi des valeurs politiques, avec des conceptions alternatives de la démocratie et de l'activité politique des citoyens. Ces années de deuil de la prospérité ont été en même temps des années d'ouverture à la diver-

## L'histoire du temps présent

## Et avant Tchernobyl?



Le 5 juin 1979, le *Tageblatt* ouvre avec un texte et une photo de la manifestation contre le projet de centrale nucléaire de Cattenom, devant l'ambassade de France à Luxembourg

sité: pluralité de chemins de vie possibles entre famille, travail et loisirs ou encore une autre façon d'aborder le fait de vieillir, cette vieillesse devenue le troisième âge, et la perspective du *lifelong learning*.

Cette époque fut d'ailleurs, Kaelble le souligne avec raison, „une période de mutations sociales et culturelles parallèles, d'expériences et de débats communs, dans une Europe divisée, mais pas complètement différente à l'Ouest et à l'Est“.

Cette époque, c'est comme si elle n'avait jamais existé pour les enfants nés depuis les années 1980 et qui n'ont pas connu l'Europe divisée. Mais elle apparaît très éloignée même à ceux qui l'ont vécue consciemment tant le monde a changé depuis. Et, en tant qu'historiens du très contemporain, tout en étant loin de nous, la distance nécessaire à l'analyse historique est difficile à trouver. Voilà sans doute une autre raison pourquoi les études historiques manquent sur cette période.

Tentons donc aujourd'hui d'aborder les années 1973-1989 par un double exercice d'ego-histoire.

1. En vous parlant d'abord d'une réussite et d'un échec sur le plan de l'étude historique de cette période. Mon collègue et ami historien Paul Lesch, aujourd'hui directeur du Centre national de l'audiovisuel (CNA), membre de la même promotion 1989 du stage pédagogique pour professeur d'histoire que moi, a écrit son mémoire scientifique sur un sujet très contemporain, un sujet d'histoire du temps présent: le patriotisme, le militarisme et l'anticommunisme dans le cinéma américain 'reaganien' (1981-1988). Un membre du jury, historien de l'Antiquité, a contesté le sujet de Paul avec l'argument que l'histoire commençait à la mort des témoins. (Aujourd'hui, connaissant mieux l'histoire de l'historiographie, je rétorquerais que ceux qu'on considère comme les premiers historiens du monde occidental, Hérodote et Thucydide, les idoles de ce membre du jury, ont écrit justement sur le passé proche, sur la période chronologique pour laquelle il y avait des témoins, sur les guerres qui

ont eu lieu pendant leur vie, donc sur le temps présent.)

Je n'ai pas eu le courage de Paul Lesch, même si mon sujet, je crois, était tout à fait intéressant et pertinent. Mon mémoire portait sur une période dont les témoins avaient disparu: *Le monde de l'ouvrier mineur et de l'ouvrier d'usine. Vie et travail dans le bassin minier luxembourgeois (1870-1914)*. Ma première tentative d'écrire l'histoire du temps présent avait échoué un an auparavant. Avant d'entrer dans l'enseignement, j'avais en effet été engagé, en freelance, par le Mouvement écologique, en 1988, pour écrire sur la période 1973-1988: faire l'historique des „Biergerinitiativen“, à commencer par l'initiative – qui s'en souvient? – contre le projet de parking dans le parc de la ville de Luxembourg en 1973. Manque d'expérience de chercheur, rareté et éparpillement des sources primaires et secondaires, manque de distance... En tout cas, le projet n'a pas abouti et l'histoire des „Biergerinitiativen“ au Luxembourg est restée en friche.

## Tchernobyl, Cattenom, Remerschen

2. Ego-histoire ensuite en tant qu'acteur de cette période 1973-1989, notamment et justement en matière d'initiatives citoyennes contre le nucléaire. J'ai pris le train de cette période comme jeune citoyen engagé en cours de chemin, en 1979. Le 4 juin 1979, un lundi de pentecôte, j'ai participé, à l'âge de 14 ans, à ma première grande manifestation. A l'appel d'associations allemandes, françaises et luxembourgeoises (notamment *Biergerinitiativ Museldall*, *Comité national d'action pour un moratoire - CNAM*), nous voulions nous rendre à Thionville pour manifester contre le projet de construction d'une centrale nucléaire à Cattenom. Mais les autorités françaises en décidèrent autrement et bloquèrent les frontières avec la France sur une longueur de 250 km. Ce fut la première fois que je voyais les fameux CRS, se mettant en rangée à la hauteur du poste de frontière de Frisange.

Comme ils ne laissaient pas passer tous ceux qui ressemblaient à des anti-nucléaires, nous décidâmes de bloquer la frontière du côté luxembourgeois, avant de nous replier sur Luxembourg et de manifester par un sit-in boulevard Roosevelt devant l'ambassade française.

Hartmut Kaelble souligne comme une des caractéristiques de la période 1973-1989 la stagnation ou tout au plus une avancée timide du projet de construction européenne (jusqu'à ce que l'Acte unique de 1986 et la chute du Mur en 1989 enclenchent une nouvelle dynamique). La manifestation du 4 juin 1979 prend ici valeur de symbole. Une semaine avant les premières élections du Parlement européen par le suffrage universel direct (10 juin 1979), les frontières de la France avec la Sarre, le Luxembourg et le Luxembourg belge furent fermées par un des pays fondateurs de la Communauté européenne. Commentaire du *Tageblatt*: „Von den französischen Behörden wurde gestern auf eklatante Art und Weise demonstriert, was man in Paris von einem freien und gemeinsamen Europa hält.“

En entrant dans la lutte citoyenne contre le nucléaire en 1979 seulement, j'ai raté la campagne contre ce qui fut qualifié comme le projet du siècle, la centrale nucléaire de Remerschen. Lancé par le gouvernement CSV-DP en 1972, continué par le gouvernement DP-LSAP, ce projet au coût prévisionnel de 60 milliards de francs fut stoppé en 1978/1979 après une campagne citoyenne, mais aussi après des débats entre les partis et au sein du parti socialiste, après 1.050 articles parus dans la presse, comme le relève Paul Kayser dans la seule monographie historique consacrée au sujet: „La centrale nucléaire de Remerschen. Tout sur le projet luxembourgeois le plus ambitieux du siècle“ (1992). L'expert Kayser était un des promoteurs du projet et dirigeait la *Commission interministérielle de contrôle de l'étude pour l'implantation éventuelle d'une centrale nucléaire*.

Même s'il existe d'autres contributions intéressantes sur ce projet – mentionnons le livre blanc du CNAM sur Remerschen, l'aperçu historique de la

journaliste Monique Mathieu dans *l'Almanach vom Jorhonnert* de Binsfeld, plusieurs articles parus dans la revue *forum* – l'étude historique scientifique en reste à faire.

Elle montrera tout l'intérêt de cette période. De nouveaux acteurs politiques y sont nés et ont secoué le monde traditionnel des partis politiques tout en exploitant habilement l'alternance de majorités politiques – le parti chrétien-social dans l'opposition ne soutenant plus un projet qu'il avait contribué à lancer, le parti socialiste auquel on pouvait rappeler qu'il n'avait pas soutenu le projet dans l'opposition. A l'image de la BIM, la *Biergerinitiativ Museldall*, et de sa présidente Elisabeth Kox-Risch de Remich. Son engagement contre le projet de centrale nucléaire lui valut d'être rayée de la liste du CSV pour les élections législatives de 1974. On la retrouvera avec d'autres protagonistes de cette lutte contre le nucléaire dans les années 1980 et 1990 sur les listes du nouveau parti écologiste des Verts, des personnes venues des rangs du parti socialiste comme Jean Huss, président des Jeunesses socialistes, ou encore de la 'mouvance maoïste' comme Thers Bodé. La campagne contre Remerschen fut le premier grand combat de *Jeunes et Environnement* qui constitueront par la suite le *Mouvement écologique* lequel s'est imposé depuis comme véritable lobby de l'environnement dans le paysage politique luxembourgeois. Aux experts du gouvernement se sont opposés des experts des initiatives citoyennes. Une autre originalité de la lutte contre Remerschen fut qu'un des protagonistes clé du CNAM, le physicien Claude Wehenkel, était issu du parti gouvernemental socialiste et a dès le début porté le débat au sein des organes internes du parti, un parti dont la décision pour un moratoire dans un congrès extraordinaire d'octobre 1977 a précipité la fin du projet.

La campagne transfrontalière contre Remerschen n'a pas pu empêcher la construction de cette autre centrale nucléaire sur la Moselle, Cattenom, à quelques kilomètres de là (qui, comme le rappelle Paul Kayser, aurait également été construite si Remerschen s'était fait). Mais, au-delà de la transformation du paysage politique, elle a marqué au Luxembourg la fin de la foi aveugle dans le progrès des sciences et de la technologie et le début d'une réflexion sur les limites de la croissance économique et sur une autre politique énergétique. La vue de Cattenom et de ses quatre réacteurs nous rappelle aujourd'hui que ces défis restent actuels.



Lauschtert och dem Denis Scuto sai Feuilleton op Radio 100,7, all Donneschdeg um 9.25 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op [www.100komma7.lu](http://www.100komma7.lu).